

La France en Méditerranée, un enjeu pour la stabilité de l'Europe

Jean-Baptiste Noé¹

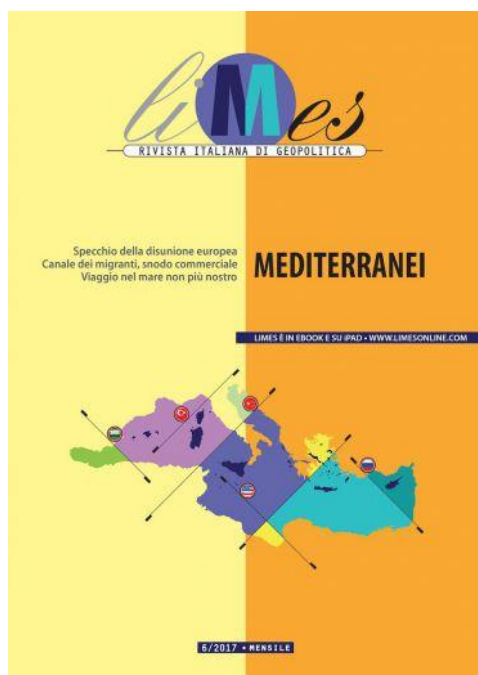


Table des matières

I/ La longue présence française en Méditerranée	2
Perte d'influence en Méditerranée	2
II/ La Méditerranée au cœur du basculement de l'Europe	3
Gérer le défi migratoire	4
III/ Retrouver une politique méditerranéenne	5
L'Union pour la Méditerranée.....	5
La nécessité d'un grand port.....	5
Repenser les relations bilatérales.....	6
Conclusion.....	6

C'est par la Méditerranée que la France est née, puisque c'est par elle que sont arrivés les Grecs puis les Romains. Le contrôle arabe de l'Afrique du Nord a ensuite séparé cet espace du reste de l'Europe, amenant la France à développer son autre façade maritime : l'Atlantique et la mer du Nord. De Dunkerque à Bordeaux en passant par Brest, c'est cette façade-là qui concentre l'essentiel des ports et des activités maritimes. La Méditerranée est la mer oubliée et quelque peu délaissée, quand bien même la France s'y est intéressée. Le port militaire de Toulon et le port commercial de Marseille, la possession de la Corse, la construction du canal de Suez, la colonisation de l'Afrique du Nord ont assuré la présence française dans l'ancienne *mare nostrum* romaine. Mais la France est une puissance maritime inachevée. Bien qu'elle possède la deuxième zone économique exclusive (ZEE) au monde, grâce à ses territoires d'outre-mer, bien que sa marine soit dotée d'un porte-avion et de sous-marins à propulsion nucléaire, bien qu'elle ait des territoires sur l'ensemble des mers du monde, la France reste, d'un point de vue

¹ Historien. Université Paris-Sorbonne.

psychologique, une puissance continentale et n'a jamais vraiment pris la mesure de ses atouts maritimes. Pourtant, la Méditerranée concentre l'essentiel des défis du XXI^e siècle : déstabilisation islamiste des pays arabes, grandes vagues migratoires, pollution des espaces naturels, accès aux hydrocarbures, coordination européenne. L'enjeu, pour la France, est de stabiliser une zone dont l'effondrement signifierait la déstabilisation de l'Europe et du grand Moyen-Orient.

Pour assurer ce rôle stabilisateur, la France peut puiser dans l'historique de sa présence méditerranéenne afin de lui permettre d'affronter les enjeux actuels pour établir les perspectives de cette zone cruciale.

I/ La longue présence française en Méditerranée

Dès le XVI^e siècle, François 1^{er} a conclu un traité d'alliance avec le sultan ottoman afin de contourner la puissance des Habsbourg. Alors que la Sainte-Ligue luttait contre les Turcs à la bataille de Lépante (1571), la France se tenait à l'écart de la coalition chrétienne estimant que l'ennemi était d'abord à Madrid et à Vienne et non à Constantinople. Par la suite, elle eut à mener la lutte contre les pirates attaquant les bateaux et réduisant les navigateurs en esclavage. Le Caire et Alger furent longtemps les deux grands marchés aux esclaves du monde arabe. Une Régence d'Alger que Charles Quint essaya en vain de conquérir et qui ne fut conquise par la France qu'en 1830. C'est sous la période de la Restauration (1814-1830) que la France mena réellement une politique méditerranéenne : intervention en Espagne pour restaurer le gouvernement déchu, aide à la libération de la Grèce contre les Ottomans, intervention et conquête d'Alger (1830). L'affaire étant lancée pour plus de 160 ans. Sous Louis-Philippe (1830-1848) puis Napoléon III (1852-1870), la France annexa une grande partie de la zone algérienne et chercha à la mettre en valeur. L'empereur Napoléon III essaya, en vain, de créer un royaume arabe placé sous le commandement d'Abd el-Kader et organisa la construction du canal de Suez, qui permit de relier la Méditerranée aux golfes persiques et à l'Asie. Sous la III^e République (1870-1940) la colonisation permit à la France d'accroître sa présence en Afrique du Nord. Le Maroc et la Tunisie devinrent un protectorat, l'Algérie une colonie puis fut divisée en départements. Si la France échoua à contrôler la Libye et l'Égypte, elle n'en joua pas moins un rôle majeur dans la région. À partir de 1920, elle acquit même un mandat sur le Liban et la Syrie. Il y avait alors une politique méditerranéenne de la France et Marseille, de par son port, en était l'un des poumons. Durant la seconde guerre mondiale, le Général de Gaulle transféra le gouvernement provisoire de la République française à Alger. En août 1944, les Alliés débarquèrent en Provence, après avoir libéré la Corse. C'est de Marseille que partaient les contingents allant se battre en Indochine (1945-1954) puis en Algérie (1954-1962).

Perte d'influence en Méditerranée

La perte de ses deux colonies modifia la géopolitique française. L'espace méditerranéen s'était rétréci ; avec les indépendances la France fut coupée de cette partie du monde. D'autant que d'autres zones devinrent importantes. L'Allemagne et l'axe rhénan, pour la construction européenne et le développement économique, l'Atlantique, pour le partenariat stratégique avec les États-Unis, l'Europe de l'Est, d'où pouvait surgir à tout moment l'ennemi soviétique. De

central, la Méditerranée devint périphérique. De tout cela, rien n'a vraiment changé. Plus que vers la mer, la France regarde vers le Rhin (l'Allemagne) ou vers le Sahara, n'ayant pas complètement renoncé à sa politique africaine. Elle est envieuse de l'Amérique, mais s'est détachée de la Méditerranée. Les brûlures de l'histoire l'ont amenée également à se détourner de cette zone. La colonisation reste une période qui ne passe pas. De repentance en flagellation mémorielle, la France ne sait plus comment aborder cette période. Elle est passée de l'orgueil à la culpabilisation, s'estimant coupable de tous les maux après avoir pensé apporter tous les bienfaits. Toute intervention rencontre l'accusation de pratiques néocoloniales, si bien que la France n'ose plus agir. La présence de plus en plus importante de populations africaines sur son sol rend une politique méditerranéenne encore plus compliquée. Les tribulations de la politique intérieure des pays arabes ont des conséquences sur les populations arabes vivant en France. Par peur des émeutes et des violences, la France essaye d'acheter la paix sociale en se montrant la plus conciliante possible. Elle a longtemps refusé de regarder les problèmes et les dangers de cette zone pour ne plus avoir à y intervenir. La guerre d'Algérie demeure un traumatisme profond. Mais les générations passant et les problèmes surgissant, la France est confrontée aux enjeux majeurs de cet espace : elle ne peut plus ignorer sa position méditerranéenne et se doit désormais d'y intervenir.

II/ La Méditerranée au cœur du basculement de l'Europe

Parce qu'elle est l'ancienne puissance coloniale, parce qu'elle a gardé des liens importants avec les pays de la rive sud, parce qu'elle est une grande puissance maritime, la France est directement concernée par les évolutions de la zone méditerranéenne. Elle a aussi les moyens d'y répondre et d'éviter un effondrement complet de cette zone.

La Méditerranée est d'abord menacée par l'effondrement des régimes politiques. Les révoltes arabes de 2011 ont donné un avant-goût de ce que pourrait être un renversement complet des régimes. Celui-ci pourrait se faire de façon brutale et imprévue, le feu partant à partir d'une petite explosion et porter les islamistes au pouvoir. Al Quaida et l'État islamique s'affrontent pour le contrôle des esprits de l'Afrique du Nord et tentent chacun à leur façon de contrôler cette zone. De l'Égypte au Maroc, il y a un risque de propagation islamique. Or la France est présente dans la zone saharienne où elle est en première ligne contre l'islamisme. Ses forces militaires pourraient très bien intervenir dans le Sahara algérien et marocain. Sa flotte croise régulièrement en Méditerranée, cette zone étant à très faible portée de son aviation. Un déploiement militaire n'est pour l'instant pas prévu, mais il est tout à fait possible.

La France est le pays d'Europe qui a connu le plus d'attentats islamistes. C'est aussi celui où la population arabe est la plus nombreuse. Or cette population vote plus pour les islamistes que les personnes restées au pays. Les événements d'Afrique du Nord ont des répercussions directes dans les banlieues françaises à majorité arabe. L'infusion islamiste y est forte, les moyens technologiques effaçant les frontières et les temporalités. Plus l'Afrique du Nord sera touchée par l'islamisme et plus celui-ci se propagera en France et dans le reste de l'Europe.

Une grande inquiétude demeure pour l'Algérie. Lorsque le président Bouteflika mourra, il y a un risque d'embrasement de ce pays et de guerre civile, comme il l'a connu au cours des années 1990. Compte tenu de la proximité géographique et des liens historiques, la France ne peut regarder cette échéance sans crainte. Les services secrets des deux pays travaillent ensemble pour éviter les troubles.

Gérer le défi migratoire

L'autre question concerne les flux migratoires. La Méditerranée est le lieu de passage principal de ces milliers de personnes qui tentent de passer en Europe. Les mafias y participent activement, sur les deux rives, pour organiser les départs et les arrivées. L'Europe est complètement dépassée par ce phénomène. Non qu'elle n'ait pas les moyens techniques d'y faire face, mais il lui manque la volonté. Elle ne sait que faire parce qu'elle ne comprend pas ce phénomène. Faut-il accueillir les populations ? Si oui, qu'en faire ? Où les mettre, comment leur trouver du travail ? Sinon, que faire pour les empêcher de partir ? Que faire des populations déjà débarquées ? La France n'a aucune réponse à ces questions cruciales. Marquée au fer par son passé, craignant de manquer d'humanité, mais confronté aussi à de graves problèmes d'intégration, la France n'ose pas poser les questions du défi migratoire, pourtant essentiel pour la stabilité de l'Afrique et de l'Europe. Ici, la coopération européenne est indispensable, mais quasiment inexistante.

Selon Europol, le crime organisé contrôle 90% du trafic de migrants clandestins vers l'Union européenne, pour un chiffre d'affaires annuel compris entre 3 et 6 milliards d'euros. L'ensemble des réseaux approche 40 000 individus. Une centaine de bateaux fonctionne en permanence pour assurer le transit en Méditerranée. De plus, les mafias ont corrompu des milliers de fonctionnaires qui ainsi ferment les yeux sur la qualité des faux papiers, voire contribuent à en délivrer. La mafia albanaise est la grande organisatrice de ces migrations. Elle est présente sur les côtes libyennes et en Afrique, ainsi que dans les camps de transit. Depuis la fin de l'année 2015, elle est également implantée en France, le long des côtes de la mer du Nord, pour assurer la réception des migrants et organiser leur passage vers l'Angleterre. Cela n'est pas sans causer de graves troubles à l'ordre public ni engendrer une croissance de la criminalité à l'égard des personnes qui vivent dans ces régions. Le mécontentement des populations locales est de plus en plus grand. Si l'État ne parvient pas à maintenir l'ordre et à assurer la sécurité de ses citoyens, le risque est d'assister à des soulèvements ou à la création de milices privées. L'État serait alors confronté à une double remise en cause aboutissant à sa dissolution : remise en cause par les mafias et les migrants qui ne respectent pas les règles du droit commun et se livrent à de nombreux trafics, remise en cause par la population qui s'organise elle-même pour assurer sa propre sécurité. Ainsi, le nombre de personnes possédant une licence de tir sportif est-il passé de 150 000 en 2014 à 200 000 en 2016. Posséder une licence de tir ou un permis de chasse est la seule façon de pouvoir acheter légalement une arme. De nombreux clubs de tir arrivent à saturation. Cette hausse suit les attentats et indique qu'une partie de la population est en train de s'armer pour assurer sa sécurité.

Les migrants s'entassent entre Menton et Vintimille, sans que le gouvernement français n'ait de solution pour résoudre cette crise. Marseille a atteint un record historique de morts par balle en 2016 : 34 personnes y ont été tuées. On retrouve les niveaux des années 1980, au moment des affrontements entre mafias. Marseille partage la palme de la ville dangereuse avec Grenoble, où les règlements de compte y sont de plus en plus nombreux.

Cette violence nuit à l'image de la ville. Marseille s'est considérablement transformée depuis une quinzaine d'années. Le vieux port a été rénové, les très nombreux sites historiques sont mis en valeur, le quartier de la porte d'Aix, longtemps délaissé, a été rasé et fait place à des écoles supérieures et des résidences d'étudiants. Mais en dépit de cela l'image de la cité continue d'être négative, ce qui affaiblit son potentiel de développement, notamment pour son port. La faiblesse de Marseille affaiblit la présence française en Méditerranée.

III/ Retrouver une politique méditerranéenne

L'Union pour la Méditerranée

Parce que la France a longtemps été tournée vers la Méditerranée et parce qu'elle y conserve une présence forte, elle a tout intérêt à y mener une politique de développement. Le Président Sarkozy avait lancé l'Union pour la Méditerranée, inaugurée en grande pompe le 13 juillet 2008 lors du sommet de Paris pour la Méditerranée. C'était la grande idée diplomatique et stratégique de Nicolas Sarkozy qui avait ainsi compris l'importance de s'intéresser à cet espace. Cette union s'est toutefois enlisée. D'une part parce que trop de pays en sont membres. L'Allemagne a exigé d'y adhérer, ce qui a contraint à y ajouter l'ensemble des pays de l'UE. Les pays de la Baltique sont membres de facto de cette union, ce qui n'a aucun sens. Qui irait mettre l'Égypte dans une union de la mer Baltique ? Plus il y a de pays moins on prend de décisions. Ensuite, les renversements politiques de l'année 2011 ont chamboulé le calendrier et les projets de l'union, alors même par ailleurs qu'une UpM efficace aurait pu être utile pour tenter de résoudre ces crises. Enfin, ni l'Espagne ni l'Italie n'ont vraiment soutenu l'union, craignant que cela ne fasse de l'ombre à leurs propres intérêts. Mort-née, l'Union pour la Méditerranée pourrait être reprise par le Président Macron.

La nécessité d'un grand port

Pour accroître son influence en Méditerranée, la France doit être dotée d'un port conséquent. Elle dispose certes de Toulon pour sa flotte militaire et de Marseille pour le commerce. Mais ce dernier port est bien en deçà de ses potentialités. Certes, en termes de marchandises transbordées il se place devant Gênes et Barcelone. Mais il n'est que le cinquième port européen et le deuxième port français, derrière Le Havre.

Marseille dispose pourtant de la vaste zone industrielle de Fos-sur-Mer, où se développe un important site pétrochimique, et d'une communication avec le Rhône, qui lui permet d'être en contact avec Lyon et la vallée de la Seine. Ce transbordement entre Seine, Rhin et Rhône n'est pas encore opérationnel, alors que cela permettrait de relier Marseille aux grands ports du nord de l'Europe. La ville a dû dépasser la fermeture de nombreux chantiers navals et assurer la reconversion du tissu industriel mis à mal par les mutations des années 1980-1990, mais cela est désormais en cours. Si Marseille n'est pas le grand port qu'elle devrait être, elle le doit au système hérité de l'après seconde guerre mondiale. Le gouvernement français a alors nationalisé de nombreuses industries, dont le port autonome de Marseille. Les dockers et les ouvriers ont bénéficié d'un statut extrêmement privilégié. Très puissants, disposant de syndicats communistes ayant de nombreux relais dans le corps politique, les dockers ont lutté pour préserver leurs avantages, empêchant les nécessaires mutations du port. Ce capitalisme de connivence, doublé de corruption et d'ententes politiciennes a figé le port de Marseille et l'a empêché de se moderniser. Il en paye aujourd'hui le prix fort. À ce titre, Marseille est à l'image de nombreux secteurs de l'économie française : de nombreux atouts, mais un système syndical et social obsolète qui empêche le développement de ces atouts.

L'image négative de Marseille, associée aux mafias, au crime et aux meurtres, nuit aussi au développement du port. Même si la ville s'est considérablement transformée et améliorée, cette image négative continue de lui être associée. Or, sans grand port, moderne, relié au reste du

pays et du continent européen, la France ne peut pas avoir de politique méditerranéenne digne de ce nom.

Repenser les relations bilatérales

Pour jouer en Méditerranée le rôle majeur qu'elle peut avoir, la France doit aussi repenser ses relations bilatérales. Il lui faut solder la mémoire négative de la colonisation. Les générations ont passé et désormais la classe politique au pouvoir est née après les drames des guerres coloniales. C'est toutefois un passé qui a du mal à être dépassé. Entre repentance et clientélisme électoral, l'attitude sur la colonisation est souvent ambiguë, comme l'ont montré les propos controversés du candidat Emmanuel Macron. En voyage en Algérie lors de la campagne présidentielle, celui-ci a parlé « de crime contre l'humanité » pour qualifier l'action de la France en Algérie. Des propos bien accueillis à Alger, mais très mal reçus à Paris.

Ces dernières années la France a connu deux graves échecs diplomatiques et militaires, en Libye et en Syrie. L'intervention militaire libyenne fut certes un succès, puisque Kadhafi fut renversé, mais cela a déstabilisé le pays. La propagation de la crise à l'axe sahélien est à l'origine du développement du terrorisme islamiste, notamment au Mali.

En Syrie, l'action diplomatique française fut un échec complet. Certaine que Bachar Al-Assad allait quitter le pouvoir, incapable de comprendre le rapport de force dans la région, la France s'est enfermée à soutenir des groupes islamistes dits modérés, qui se sont révélés d'authentiques radicalisés. Son aura et son influence se sont complètement dissipées, alors qu'elle disposait de nombreux relais et amis dans ce qui fut son ancien protectorat du Levant. Pour la nouvelle équipe dirigeante, il va falloir être capable de reconnaître les erreurs du passé et de les solder, car il y a tout à reconstruire.

Conclusion

En Méditerranée, pour se construire un avenir, la France doit à la fois dépasser son passé et renouer avec lui. Dépasser son passé colonial et ses erreurs diplomatiques des dix dernières années, renouer avec son passé de grande puissance méditerranéenne et avec ses ambitions. Cela suppose une réflexion sur soi-même et une lucidité d'analyse, comme de tisser des alliances nouvelles avec ses voisins d'Europe et d'Afrique. On prête au cardinal de Richelieu la maxime selon laquelle « Les larmes de nos souverains ont souvent le goût salé de la mer qu'ils ont ignoré ». Compte tenu des enjeux majeurs de déstabilisation et de recomposition de l'Europe, la France ne peut plus ignorer la Méditerranée, au risque de devoir verser des larmes trop salées.